

Olivier DONNAT, Paul TOILA, dirs, *Le(s) public(s) de la
culture*

Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 393 p.

Maria Pourchet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4602>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.4602](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4602)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 356-358

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Maria Pourchet, « Olivier DONNAT, Paul TOILA, dirs, *Le(s) public(s) de la culture* », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 16 mai 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4602> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4602>

Tous droits réservés

de « caméléonistes » (p. 222) – ce qui engendre une adaptation unidirectionnelle du comportement à une image figée de l'autre culture jusqu'au point où l'apprenant « joue au caméléon » –, les plus récentes devraient mettre en avant les capacités communicatives dont nous disposons pour nous engager dans un processus adaptatif. Elles devraient également intégrer l'interculturalité historique, inhérente à l'évolution de chaque culture et les transformations culturelles en cours (p. 217) telles qu'elles se manifestent dans des phénomènes comme la mondialisation et l'essor des technologies de l'information et de la communication. L'analyse critique des programmes européens par Jacques Demorgon montre que, malgré leur nombre, les programmes d'échanges et de doubles diplômes existant aujourd'hui au niveau européen ne sont que très rarement accompagnés de formations interculturelles. Pour « constituer une véritable culture des cultures et des stratégies » (p. 220), celles-ci seraient pourtant fort utiles.

La force de cet ouvrage est de combiner de façon originale des questionnements théoriques avec « le terrain » des acteurs. Organismes et animateurs d'échanges interculturels peuvent y trouver des pistes de réflexion sur leur pratique et de nouveaux outils pour structurer et évaluer leurs programmes. Certes, les aspects théoriques dominent ; le livre ne fournit ni recettes pour organiser des échanges, ni catalogue d'activités pédagogiques pour l'animation interculturelle. Néanmoins, *Dynamiques interculturelles pour l'Europe* constitue un outil pratique pour tous ceux qui, œuvrant dans le domaine, sont ouverts à une perspective critique sur leur travail, et ouvre la réflexion sur l'avenir des échanges dans l'Europe des vingt-cinq en création.

Christoph Vatter

CREM, université de Metz
Universität des Saarlandes
c.vatter@mx.uni-saarland.de

Olivier DONNAT, Paul TOILA, dirs,
Le(s) public(s) de la culture.

Paris, Presses de Sciences Po, 2003, 393 p.
(+ cédérom).

La critique de la culture (de masse) propose un terrain assez rare où conservateurs et progressistes se retrouvent autour d'une cause partiellement commune. Le thème d'une paupérisation de la culture et des esprits, conduite par les sournoises « industries culturelles », rassemble des théories critiques opposées, celles de Theodor Adorno et de l'école de Francfort et celles des gardiens de la pureté d'une culture élitiste sacralisée. Quant au sociologue Pierre Bourdieu, dont les conclusions s'abandonnent à la magique explication des déterminismes sociaux, reconnaissons qu'il appuie son échelle d'observation contre un mirador qui ne permet pas de percevoir, ne serait ce que confusément, l'individu, exclu de toutes les manières et depuis Émile Durkheim, de la discipline. Aussi, pour s'en défaire, d'autres analystes, peu portés sur la vérification, chantent-ils la vision irénique d'une société qu'un citoyen libre de codes et de cadres culturels parcourt en acteur de lui-même. À leurs côtés, des chercheurs prônant la « défaite de la pensée », enferment la question des publics de la culture dans une certainement fausse alternative : à qui ne saurait reconnaître la bourdivine théorie s'offre à titre de distinction, celle du relativisme culturel absolu... La carrière bibliographique est abyssale qui s'ouvre aux pieds de cette controverse (que sont nos rapports à la culture ? sur quoi se fondent nos pratiques ?), mais de satisfaction point. Enquêtes descriptives, sondages, essais comptables se sont additionnés, si bien que l'on pourrait assister à quelque saturation des études de publics et de « clientèle » culturelle ; si bien que l'on voudrait s'interroger : l'analyse descriptive, de nature socio-démographique aurait-elle atteint ses limites ? La régulière et quasi biblique enquête d'Olivier Donnat sur les pratiques culturelles des Français (Département des études et de prospective), de progressions millimétriques en aveu de permanence des mêmes écarts et hiérarchies, en répétitions fatiguées des toujours identiques disparités

sociales et géographiques... autorisent à penser que l'enquête à échelle nationale serait devenue, par les contraintes même de sa méthodologie, un outil inapte à capter des transformations pour elle désormais furtives, désormais trop subtiles, trop « spécifiques » dirait Antoine Hennion. À cet égard ne serait-il pas scientifiquement fondé d'attendre des sociologues l'expression d'une mise en cause ? Nous pourrions être comblés... Car à la question comment continuer de rendre raison sociologique (et statistique toujours) des singularités individuelles, de la diversité des usages, des goûts et des itinéraires culturels, du jeu complexe des petits facteurs non identifiables, etc., sans régresser vers une psychologisation des rapports sociaux, répondent, de concert, deux récents ouvrages, l'un de Bernard Lahire (*La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, Éd. La Découverte, 2004), l'autre que dirigeant Olivier Donnat et Paul Toïla. La solution qui pourrait s'en dégager prend la forme d'un programme d'interrogations adapté à cette complexité, mieux d'un modèle théorique, outils pour chercheurs refusant d'être seulement hommes du commentaire des moyennes et des grandes statistiques. Si seul le second ouvrage fait l'objet de la présente chronique, il nous paraît nécessaire d'évoquer, même fugitivement, le travail de Bernard Lahire qui s'inscrit justement et judicieusement dans cette perspective de rénovation de l'examen des usagers de la culture en France. Hétérodoxe à l'égard des doctrines de Pierre Bourdieu, mais revenant parfois vers lui, comme vers Émile Durkheim et Norbert Elias, celui-ci propose une critique nuancée de la théorie de la légitimité culturelle et de l'*habitus*, en considérant « le monde social à l'échelle individuelle », plus précisément les variations significatives dans la pratique culturelle observée chez le même individu. Variations « dues à des patrimoines individuels de dispositions plus ou moins hétérogènes » (p. 119). La minutie de ces « instantanés » sociologiques viendra parfaire, achever ou précéder la lecture de *Public(s) de la culture*, enquêtes qui, pour exhausser l'analyse de la culture administrée, laissent de côté les pratiques domestiques de celle-ci.

L'ouvrage est l'aboutissement d'un colloque éponyme (novembre 2002) et place la question des publics face au fait culturel sur le terrain d'une heureuse sociologie qui ne refuse pas de se laisser investir par les sciences politiques, l'histoire ou les sciences dites « de la gestion ». Ses deux volumes articulent quatre thématiques. Pour commencer et pour « situer », un exposé des principaux effets des mutations et transformations de ce qui fut « appareils idéologiques d'État » – et dont certains demeurent perçus comme véhicules premiers et désignés de la culture (école, famille...) –, du travail, de la sociabilité. À cet endroit, on soulignera la richesse d'un article généraliste narrant les tribulations de l'école en France, du modèle républicain à l'enseignement démocratique de masse. De la disparition de l'un par excès de malthusianisme et des risques encourus par l'autre du fait de « l'inflation » de diplômés toujours plus dévalorisés, l'auteur regrette de conclure au déclin d'une institution. Ensuite sont confrontés à l'imaginaire des publics de la culture (comme ceux du TNP, du festival d'Avignon...) transportés par les artistes et les responsables politiques, la réalité de ceux vérifiés par les enquêtes de fréquentation. Ici, les résultats issus de l'observation du « cas Avignon » éclaire le problème – étendu dans le champ de la création artistique – de la perception des instances réceptrices : on dénonce une image foncièrement idéologisée d'un public otage de tous les discours, et ce, malgré l'incantatoire et perpétuelle promesse d'un renouvellement d'une audience vieillissante par le bel élan d'une action culturelle réfléchie. Mais il semble, ironise le chercheur, qu'il soit plus aisé et meilleur marché de « renouveler les idéologies sur le public que de renouveler le public des idéologies » (p. 186)... Plus tard, l'incontournable réflexion critique autour de la pertinence des analyses de Pierre Bourdieu discute la sociologie de la culture et plus spécifiquement la question de la légitimité. Enfin, est recensé l'ensemble des secteurs et équipements culturels, à travers les parcours et « arts de faire » inédits qu'y activent les usagers, atomes originaux de groupes-publics.

Bien entendu, les quatre entrées dans le même énoncé augmentent ce dernier d'une pluralité de communications pertinentes qui, pour beaucoup d'entre elles, mériteraient que l'on s'y attarde. Toutefois, une ombre au tableau des attentes qui préexistait à cette lecture : à l'heure de la culture de flux et de flux médiatique ou de la dématérialisation des supports, pourquoi pareil programme s'arrête-t-il à la fréquentation des seuls et traditionnels équipements de la culture urbaine (théâtres, musées, bibliothèques) ? N'y a-t-il pas là comme un plébiscite inconscient de la culture légitimée ? Il arrive que le vieux rasoir d'Okham ait des vivacités dommageables. C'est là que Bernard Lahire – qui reconnaît en la télévision une pièce maîtresse dans la construction actuelle des profils culturels dissonants – prend la relève du discours sans tendre, précisons-le, vers aucune forme de néo-populisme.

En dehors, et peut-être au-delà des avancées marquées en matière de connaissance des « agirs » culturels publics, ces actes ont un avantage méthodologique dont les jeunes chercheurs apprécieront le précieux caractère de transférabilité. En effet, ils mettent en évidence la diversité des approches possibles et des schémas interprétatifs mobilisables dans toute occurrence scientifique où les données d'enquête demandent à être interprétées. Au cœur d'un bilan critique disciplinaire, ils rappellent ou mettent au jour des tensions consubstantielles à la sociologie, tensions singulières relatives à l'objet entre « public inventé », « public constaté » et « public idéal », mais aussi tensions larges, propres aux sciences sociales, entre volonté de modélisation, d'explication de faits, de mesure d'une part et approche compréhensive d'états et comportements (à la manière de Bernard Lahire), refus de réduction, d'autre part. Le défi lancé aujourd'hui à la sociologie, celle des publics surtout, tient bien en ceci que résume Antoine Hennion, collaborateur de l'ouvrage : « Comment, sans renoncer aux acquis de la sociologie critique, rendre l'analyse plus sensible aux pratiques réelles et aux rôles actifs de ce qui se présente moins comme un public que comme un

éventail varié de milieux, d'usagers, d'amateurs ? » (p. 20). On sera sensible à l'évolution éminemment positive, depuis les années 60, de cette perspective de recherche.

Maria Pourchet
CREM, université de Metz
mariapourchet@hotmail.com

Annick DUBIED, *Les dits et les scènes du fait divers*.

Genève/Paris, Droz, coll. Travaux de sciences sociales, 2004, 356 p.

Après plusieurs articles et un ouvrage co-signé sur le sujet (A. Dubied, M. Lits, *Le fait divers*, Paris, Presses universitaires de France, 1999), Annick Dubied propose une étude du « fait divers » dans un ouvrage qui reprend sa thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication soutenue à l'université catholique de Louvain-la-Neuve. Le sujet est médiatiquement et scientifiquement d'actualité. Non seulement les faits divers emplissent les pages et les écrans, mais comme l'auteur le rappelle dans sa conclusion, c'est l'ensemble du traitement des événements d'actualité qui se « fait-diversifient ». Cette observation formulée en son temps par Simon Nora montre la pertinence scientifique d'une interrogation sur les modalités de construction de l'information médiatique. Car si la dénomination de « fait divers » est répandue pour désigner une catégorie de production journalistique, sa compréhension comme notion est loin de faire l'unanimité. Et si les processus de contamination du genre ont des dimensions politique, idéologique et éthique, les formes et les modalités méritent d'en être décrites et démontrées de manière rigoureuse.

C'est à tenter de circonscrire une définition de cette catégorie médiatique que s'attache Annick Dubied. Se situant résolument dans l'analyse de discours, elle délègue à d'autres le soin d'en mesurer les effets sociaux. Son cadre de référence est l'approche herméneutique défendue par Paul Ricoeur pour qui le récit est pensé comme « expérience pratique » au travers de laquelle se partagent les expériences et